

DERRIÈRE LE PARAVENT DE LA MONUC
Violence et impérialisme structurels en République démocratique du Congo

Par Philippe Joly

www.philippejoly.org

Le 7 avril 2010

DERRIÈRE LE PARAVENT DE LA MONUC

Violence et impérialisme structurels en République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo (RDC) est encore aujourd'hui le théâtre de la « guerre la plus meurtrière » depuis la Deuxième guerre mondiale. Plus de cinq millions de Congolais, pour la très grande majorité des civils, y ont déjà laissé la vie (Tull 2009, 215). Ainsi, malgré la présence de l'ONU sur le territoire de la RDC depuis près de 10 ans, la violence demeure omniprésente dans le pays et des violations massives des droits humains sont commises de manière régulière. La Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC), créée en 1999 et dotée d'un large mandat et de multiples pouvoirs en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU, n'est toujours pas en mesure de consolider la paix dans le vaste pays d'Afrique centrale (Nations Unies 2010 ; Kisiangani 2009). Comment expliquer l'échec de la MONUC malgré l'importance de ses effectifs et de ses moyens? Nous soutiendrons que la mission de paix de l'ONU sert avant tout de paravent aux intérêts des grandes puissances et masque les réelles causes du conflit que sont le sous-développement et le pillage des ressources naturelles. Cette remise en cause de l'efficacité de la MONUC, nous permettra, dans une perspective néo-marxiste inspirée de Johan Galtung, de nous questionner sur le fondement de l'intervention humanitaire dans un contexte de violence et d'impérialisme structurels. Il nous apparaît pertinent dans l'étude des organisations internationales de tracer des liens théoriques entre les relations de dépendance nord-sud et la sécurité humaine. Dans le but de procéder à cette réflexion plus large, nous procéderons d'abord à un rappel des événements politiques récents en RDC, puis nous mesurerons les résultats de la MONUC depuis sa création. Enfin, nous nous servirons du concept de violence structurelle pour identifier les causes principales du conflit congolais.

Repères historiques¹

Depuis son indépendance du colonisateur belge en 1960, la République démocratique du Congo (RDC) apparaît être en crise permanente. Les premiers jours de l'indépendance sont marqués par une instabilité chronique alimentée par de nombreuses menaces de sécessions et des luttes de pouvoir incessantes qui mèneront notamment au déploiement de la vaste Opération des Nations Unies au Congo (ONUC, 1960-64) afin de stabiliser la région. La RDC connaîtra une série de coups d'État avant que Joseph-Désiré Mubutu (autoproclamé Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga) ne prenne le pouvoir comme président et établisse une relative stabilité sous un régime dictatorial répressif de 1965 à 1997 (Kisiangani 2009, 40). En 1994, la région des Grands Lacs est secouée par le génocide rwandais. 1,2 millions de réfugiés rwandais fuient alors leur pays en direction de la RDC (renommée Zaïre par Mobutu de 1971 à 1997). La présence de ces réfugiés est source de vives tensions à la frontière Zaïre : Mobutu menace d'expulser les réfugiés, alors que le Rwanda accuse le Zaïre d'abriter des milices génocidaires hutus (Interhamwés) faisant des incursions occasionnelles en sol rwandais (Bonzi 2007, 19 ; Kisiangani 2009, 40). La situation dégénère lorsque le Rwanda, pour assurer sa sécurité et chasser les génocidaires, décide d'armer ses alliés tutsis de l'ethnie Banyamulenge à l'est du Zaïre. La nouvelle rébellion ainsi constituée sous le commandement de Laurent-Désiré Kabila entreprendra une invasion progressive du territoire congolais avec le soutien logistique et militaire du Rwanda, de l'Ouganda, du Zimbabwe et de l'Angola. La première guerre congolaise (1996-97) se conclut par le renversement de Mobutu et la prise de contrôle de la capitale par Kabila (Bonzi 2007, 21 ; Tull 2009, 216).

La paix est toutefois de courte durée. Rapidement, la présence ostensible des forces étrangères en sol congolais (particulièrement dans la capitale) devient dérangeante pour le nouveau président Kabila. Ce dernier ordonne, en 1998, l'expulsion des troupes rwandaises et ougandaises.

¹ Pour des repères géographiques, voir Figure 1 en annexe.

Cette décision entraîne une série de mutineries à l'échelle du pays et amène le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi à déclencher une nouvelle guerre contre le gouvernement de la RDC (renommée sous son nom original par Kabila). Dans ce conflit, le Rwanda et l'Ouganda soutiendront militairement leur groupe rebelle satellite respectif, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) et le Mouvement pour la libération du Congo (MLC) (Kisiangani 2009, 41 ; Tull 2009, 216). La progression du RCD et du MLC est cependant freinée lorsque Kabila parvient à rallier l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe. En 1999, toutes les parties impliquées dans le conflit (les six pays belligérants – Rwanda, Ouganda, Angola, Namibie, Zimbabwe et RDC – ainsi que le RCD et le MLC) décident alors de s'entendre sur un accord de cessez-le-feu conclu à Lusaka en Zambie. L'entente appelle notamment au déploiement d'une opération de paix de l'ONU (sous le chapitre VII) afin de superviser le retrait des troupes étrangères et le désarmement des milices rebelles. L'accord demande aussi la tenue de négociations nationales et d'élections (Tull 2009, 216).

Durant les mois qui suivent, la trêve est rompue à de multiples reprises et le processus de paix peine à s'imposer. En 2001, le président Kabila est assassiné dans des conditions mystérieuses par un de ses gardes du corps. Joseph Kabila prend alors la place de son père à la tête de l'État congolais. Son approche plus proactive et flexible en matière de sécurité contribue à dénouer l'impasse : suite à de nouvelles négociations, l'Ouganda et le Rwanda retirent en grande partie leurs troupes à la fin de 2002. Cette situation rend possible la tenue d'un Dialogue intercongolais en décembre 2002 à Pretoria qui débouchera éventuellement sur la création d'un gouvernement de transition et la tenue d'élections nationales en 2006 (Tull 2009, 216 ; Bonzi 2007, 27-9). Dès 2000, la MONUC se verra confier entre autres mandats celui de superviser la transition démocratique et d'assurer la protection des populations civiles. Toutefois, comme nous

le verrons dans la prochaine section, l'opération de paix de l'ONU a été incapable de calmer la violence qui existe dans le pays, particulièrement à l'est.

Bilan de la mission onusienne : les sources du conflit demeurent intouchés

La MONUC est-elle efficace?

La MONUC, créée en 1999 par la résolution 1276 du Conseil de sécurité, a vu son mandat, ses effectifs et ses moyens s'élargir substantivement depuis sa mise en place suite aux accords de Lusaka (Nations Unies 2010). La mission dispose aujourd'hui d'un personnel de plus 20 000 personnes (contre 5500 en 2000) dont 18 645 militaires ce qui en fait le contingent onusien le plus important au monde (ROP 2010). Dotée de pouvoirs importants en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU, l'opération constitue un exemple de mission multidimensionnelle. Parmi ses nombreux mandats, on retrouve :

1. La protection des civils, du personnel humanitaire et du personnel et des installations des Nations Unies ;
2. Le désarmement et la démobilisation des groupes armés étrangers et congolais et la surveillance des moyens dont ils disposent ;
3. La formation et l'accompagnement des FARDC² à l'appui de la réforme du secteur de la sécurité ;
4. La sécurité du territoire de la République démocratique du Congo (Nations Unies, Conseil de Sécurité 2008).

Toutefois, malgré l'importance des moyens de la MONUC, la performance concrète de l'opération onusienne reste douteuse. La mission a certes permis une meilleure coordination des efforts de paix entre les belligérants suite à l'accord de Lusaka et a eu un rôle clé dans la mise en place du processus électoral (Tull 2009, 226). Cependant, la réalisation des mandats 1 et 4, à savoir la protection des civils et la sécurisation du territoire congolais, est questionnable. En raison de problèmes de coordination et d'interprétation du mandat qui lui a été confié, la MONUC est demeurée spectatrice

² FARDC : Forces armées de la République Démocratique du Congo (forces gouvernementales).

devant le massacre de dizaines de civils dans l'Ituri et le Sud-Kivu (Tull 2009, 217-8). De plus, dans les provinces de l'est, riches en pierres précieuses, la MONUC ne parvient pas à contrôler l'émergence de nouvelles milices notamment l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), tristement connue pour son recours aux enfants-soldats. La LRA, dans des raids planifiés en décembre 2008 et janvier 2009, – devant lesquels la MONUC est restée impuissante – aurait tué 865 civils dans le district du Haut-Uélé situé dans le Nord-est de la RDC, près de la frontière avec le Soudan (HRW 2010). Dans les Kivus, l'Ituri et le Haut-Congo la situation demeure explosive et la MONUC peine à contrôler la situation (Kisiangani 2009, 44).

Une question plus large à se poser alors, au-delà du succès ou de l'échec de l'application des mandats, est si la MONUC a permis une diminution de la souffrance humaine. Nous retiendrons deux variables afin de rendre compte de la situation: la taux de mortalité et le nombre déplacés internes. Depuis 2002, approximativement 500 000 Congolais sont morts chaque année des suites de la guerre. Près de 50% des victimes étaient des enfants (biens que ces derniers ne forment que 19% de la population) (IRC 2007). Le taux de mortalité en RDC demeurait stable au niveau très élevé de 17‰ (le deuxième plus élevé au monde après la Zambie, fortement touchée pas l'épidémie de SIDA, et 60% plus élevé que la moyenne de l'Afrique subsaharienne) et, en 2007, le taux de mortalité infantile se maintenait à 115 ‰ (le deuxième plus élevé après l'Angola à 119 ‰) (INSEE s.d. ; IRC 2007).

Quant au nombre de déplacés internes, après un « creux » d'environ un million de personnes en 2006, la tendance est à la hausse avec l'augmentation des tensions à l'est du pays (Tull 2009, 222). En 2009, au total plus de 2,1 millions de personnes ont été déplacées au Nord et au Sud-Kivu de même que dans la province du Haut-Congo, sièges de combats intenses entre les milices et les forces armées congolaises soutenues par l'ONU (IDMC 2010, 1). L'Observatoire des situations de déplacement interne souligne qu'au début 2010, « le meurtre et le viol de civils se poursuivaient

dans des proportions effroyables dans l'est de la RDC, et la protection des personnes déplacées et autres populations civiles dans la région restait une préoccupation urgente » (IDMC 2010, 1). À la lumière de ces informations, nous pouvons conclure que la MONUC s'avère largement inefficace dans la diminution de la souffrance des populations civiles. Il apparaît clair qu'elle ne s'attaque pas suffisamment aux causes centrales des tensions congolaises : le sous-développement et le pillage des ressources naturelles.

Les véritables sources du conflit : le sous-développement et le pillage des ressources naturelles

Les théories de la guerre civile ont depuis longtemps identifié la pauvreté comme une source importante de tensions politiques. Le « coût d'opportunité de la guerre » diminue lorsque le droit de propriété n'est pas assuré et que l'activité économique ne s'avère pas profitable (Doyle 2006, 32). L'émergence d'une rébellion est ainsi conditionnée par le rapport entre l'estimation des pertes dues à la guerre et les gains potentiellement accessibles à travers celle-ci. Le coût d'opportunité de la guerre diminue davantage si les forces rebelles peuvent avoir accès à un financement à travers l'exploitation des ressources naturelles ou de l'aide extérieure. Un rapport de l'ONU suggère d'ailleurs qu'au cours des 60 dernières années, 40% des guerres civiles étaient alimentées par des ressources naturelles et que les conflits intranationaux ayant un lien avec les ressources naturelles étaient deux fois plus susceptibles de sombrer de nouveau dans la violence cinq ans après leur conclusion (Global Witness 2010, 4 ; Nations Unies, PNUE 2009). La RDC présente depuis toujours ces deux conditions explosives que sont une pauvreté extrême et une abondance de ressources naturelles.

Sous-développement. En 2007, le PIB par habitant (PPA) en RDC s'établissait à 290 USD, soit moins d'un dollar par jour pour la grande majorité des Congolais. L'espérance de vie se limitait à 46 ans et 16% des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition sévère (Banque mondiale 2010). D'ailleurs, selon l'International Rescue Committee (IRC), la plupart des décès dans le conflit

congolais ne sont pas causés par des affrontements directs, mais par des maladies infectieuses, de la malnutrition et des problèmes de santé maternelle. Il s'agit généralement d'affections facilement curables lorsque des infrastructures sanitaires existent (IRC 2007 ; Brennan, Despines et Roberts 2006). Ces conditions misérables créent un stress structurel sur les populations qui encourage la naissance de mouvements de contestation et la migration massive des populations civiles. Dans un pays grand comme l'Europe de l'Ouest, comptant près de 70 millions de personnes, l'aide humanitaire totale offerte par la communauté internationale, 1,2 milliards USD en 2007, s'avère largement insuffisante (Banque mondiale 2010).

Ressources naturelles. Pour plusieurs, les deux Guerres du Congo (1996-97 et 1998-2003) n'ont pas été le fruit de tensions ethniques, mais le reflet d'une lutte pour le contrôle des ressources naturelles du pays. Les groupes rebelles et le gouvernement congolais auraient ainsi réussi à écouler illégalement de larges quantités de minéraux, de café, de bois et de bétail sur les marchés internationaux pour financer leurs activités militaires en sol congolais (Nations Unies 2001). Plusieurs pays belligérants, notamment le Zimbabwe, le Rwanda et l'Ouganda espéraient aussi, à travers la guerre, sécuriser leur accès à la manne minière congolaise. De vastes réseaux de trafic illégal des ressources, coordonnés par des leaders politiques et certaines entreprises, ont ainsi été mis en place (Nations Unies 2001). Bien que le Conseil de sécurité ait été saisi du problème depuis 2001, très peu des moyens ont été mis en œuvre pour limiter le commerce illégal des ressources congolaises. Ce n'est que depuis 2008 que la MONUC dispose d'un mandat de surveillance limité du commerce des ressources naturelles (Nations Unies 2010). Dans l'ensemble, les efforts internationaux pour contrer les liens entre le commerce illégal des ressources naturelles et le conflit armé en RDC demeurent fragmentés et caractérisés par des politiques de type *ad hoc* uniquement (Global Witness 2010, 5).

Derrière le paravent de la MONUC : Galtung et la violence structurelle en RDC

Considérant l'importance stratégique que prennent le niveau de développement et l'accès aux ressources naturelles dans le conflit congolais, il peut paraître étonnant de constater le peu d'intérêt que porte le Conseil de sécurité, à travers les mandats qu'il confie à la MONUC, sur ces questions. Cependant, n'observer que le travail de l'ONU sur le terrain, c'est négliger des rapports de force structurants à une échelle supérieure. Il nous apparaît, en fait, que la situation anarchique en RDC, dans une perspective néo-marxiste, renforce les liens de dépendance entre le centre et la périphérie. Les grandes puissances (dont les membres permanents du Conseil de sécurité qui décident des mandats et des moyens de la MONUC) *bénéficient* du maintien d'une violence structurelle en RDC.

Pour Galtung, « la violence est présente quand les êtres humains sont influencés de telle manière que leurs réalisations somatiques et mentales sont inférieures à leur potentiel de réalisation »³ (Galtung 1969, 168). Cette violence peut être directe (personnelle) ou indirecte (structurelle) si elle n'est le fruit d'aucun acteur précis, mais d'un système. Galtung propose une image intéressante : « Si une personne mourrait de tuberculose au 18^e siècle, il serait dur de concevoir qu'il puisse s'agir de violence parce que cette maladie était peut-être inévitable, mais si une personne en mourrait aujourd'hui, malgré toutes les ressources médicales au monde, alors la violence serait présente selon notre définition »⁴ (Galtung 1969, 168). La violence est donc « la cause de l'écart entre le potentiel et le réel » (Galtung 1969, 168) : le plus souvent, cette cause s'avère être l'inégalité économique et politique. En RDC, où, comme nous l'avons évoqué, la très

³ « Violence is present when human beings are being influenced so that their actual somatic and mental realizations are below their potential realizations » [Traduction de l'auteur (TDA)].

⁴ « If a person died from tuberculosis in the eighteen century it would be hard to conceive of this as violence since it might have been quite unavoidable, but if he dies today despite all the medical resources in the world, then violence is present according to our definition » [TDA].

majorité des cinq millions de victimes aurait pu être sauvée dans des conditions sanitaires acceptables, la violence structurelle est extrême.

Lorsque cette violence structurelle teinte l'organisation même du système international, ce dernier devient empreint d'un *impérialisme structurel* (Galtung 1971). Pour Galtung, une dialectique centre-périphérie est à l'œuvre aux niveaux mondial et national. À l'échelle mondiale, l'impérialisme structurel s'exprime à travers la domination des nations du centre sur les nations de la périphérie. À l'échelle nationale, les centres des nations de centre et les centres des nations de périphérie exercent une domination sur leurs périphéries internes respectives. Il y a *harmonie des intérêts* entre les centres des nations de centre et les centres des nations de périphérie qui profitent conjointement du système inégalitaire (Battistella 2006, 238-40 ; Galtung 1971). Nous soutenons que c'est cette dynamique qui est à l'œuvre en RDC.

Ainsi, plusieurs multinationales minières profitent de la situation de crise pour négocier des contrats à rabais auprès des autorités. Au cœur de la deuxième guerre congolaise, de grandes compagnies du centre – notamment des États-Unis, du Canada, de l'Australie, du Japon et d'Israël – ont signé de très lucratifs contrats en échange de leur appui au gouvernement Kabila (Kisiangani 2009, 42). Le Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo mandaté par l'ONU précise : « Entre 1998 et le début de 2001, la stratégie [du gouvernement congolais] pour financer la guerre reposait sur trois piliers, à savoir (a) la recherche d'argent à travers l'attribution de monopoles; (b) la saisie directe ou indirecte de fonds d'entreprises parapubliques ou privées; et (c) la création de joint-ventures entre des entreprises parapubliques et des entreprises étrangères des alliés de la DRC »⁵ (Nations Unies 2001). Les forces rebelles, le Rwanda, l'Ouganda et le Zimbabwe ont aussi largement profité de

⁵ « Between 1998 and early 2001, the strategy for financing the war was based on three pillars, namely (a) search for cash through the attribution of monopolies; (b) direct and indirect uptake of funds from parastatals and other private companies; and (c) creation of joint ventures between parastatals and foreign companies in countries allied with the Democratic Republic of the Congo » [TDA].

l'écoulement des minéraux sur le marché international durant la guerre (Nations Unies 2001 ; Deneault 2008). En tout 125 compagnies et individus auraient financé directement ou indirectement la guerre congolaise à travers le commerce de ressources naturelles (Nations Unies, Conseil de Sécurité 2003 ; Mining Watch Canada 2009). En somme, les deux principaux mécanismes de l'impérialisme structurel de Galtung sont donc à l'œuvre en RDC. Premièrement, le centre profite de la situation anarchique pour exploiter les ressources de la périphérie et, deuxièmement, il y a harmonie des intérêts entre les multinationales du Nord et les groupes en guerre qui bénéficient conjointement de la relation de domination structurelle. Dans le brouillard de guerre, la MONUC exerce un rôle de paravent et cache la dynamique de violence structurelle qui existe en RDC.

Conclusion

À travers cet essai, nous avons montré que la MONUC ne parvient pas à réduire la souffrance humaine en RDC. Les deux principales causes de la guerre congolaise, à savoir le sous-développement et le pillage des ressources naturelles, demeurent largement intouchées par l'opération onusienne. En ne s'attaquant qu'à la violence *directe*, la MONUC voile donc la dynamique de violence *structurelle* qui existe en RDC : les pays du Nord profitent de l'anarchie au Congo à travers l'exploitation des ressources naturelles et entretiennent une relation de domination. Pour Galtung, l'énoncé voulant que « la paix est l'absence de violence » est valable dans la mesure où nous adoptons une définition extensive de la violence qui est à fois directe et structurelle (Galtung 1969, 167). Il en découle que la paix ne peut être atteinte simplement lorsque le bruit des balles cesse. En RDC, le conflit est *structurel* et ne peut se résoudre qu'à travers une annulation des rapports de domination et de dépendance aux échelles nationale et mondiale. Une tâche qu'est très loin d'accomplir la MONUC qui demeure guidée par les intérêts des grandes puissances avant tout.

Bibliographie

- Banque mondiale. 2010. *Key Development Data & Statistics*. En ligne. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/0,,contentMDK:20535285~menuPK:1192694~pagePK:64133150~piPK:64133175~theSitePK:239419,00.html> (page consultée le 6 avril 2010)
- Battistella, Dario. 2006. *Théories des relations internationales*. Paris : Presses de Science Po.
- Bonzi, Col Tamoussi (UNITAR). 2007. *Mesure des résultats de la MONUC à la lumière des mandats qui lui ont été confiés*. En ligne. <http://www.peaceopstraining.org/theses/bonzi.pdf> (page consultée le 6 avril 2010).
- Brennan, Richard J., Michael Despines et Leslie F. Roberts (Humanitarian Practice Network). 2006. *Mortality surveys in the Democratic Republic of Congo: humanitarian impact and lessons learned*. En ligne. <http://www.odihpn.org/report.asp?id=2838> (page consultée le 6 avril 2010).
- Deneault, Alain. 2008. *Noir Canada*. Montréal : Éditions Écosociété.
- Doyle, Michael W. et Nicholas Sambanis. 2006. *United Nations Peace Operations: Making War and Building Peace*. Princeton : Princeton University Press.
- Galtung, Johan. 1969. « Violence, Peace and Peace Research ». Dans *Journal of Peace Research* 6 : 167-91.
- _____. 1971. « A Structural Theory of Imperialism ». Dans *Journal of Peace Research* 8 : 81-117.
- Global Witness. 2010. *Lessons UNlearned: How the UN and Member States must do more to end natural resource-fuelled conflicts*. En ligne. http://www.globalwitness.org/media_library_detail.php/919/en/lessons_unlearned_how_the_un_and_member_states_mus (page consultée le 6 avril 2010).
- Human Rights Watch (HRW). 2010. *Le chemin de la mort : Atrocités commises par la LRA dans le Nord-est du Congo*. En ligne. <http://www.hrw.org/en/reports/2010/03/29/trail-death-0> (page consultée le 7 avril 2010).
- Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). S.d. *Espérance de vie, taux de mortalité et taux de mortalité infantile dans le monde*. En ligne. http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPTEF02216 (page consultée le 6 avril 2010).
- Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC). 2010. *République démocratique du Congo: Plus de 2,1 millions de personnes déplacées sur fond de détérioration des conditions*

- humanitaires*. En ligne. [http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/%28httpInfoFiles%29/B1F93D7819426A13C12576D40050876B/\\$file/DRC_Overview_Feb10_fr.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/%28httpInfoFiles%29/B1F93D7819426A13C12576D40050876B/$file/DRC_Overview_Feb10_fr.pdf) (page consultée le 6 avril 2010).
- International Rescue Committee (IRC). 2007. *IRC Fact Sheet - Congo Crisis*. En ligne. http://www.theirc.org/sites/default/files/migrated/resources/2007/congo_onesheet.pdf (page consultée le 6 avril 2010).
- Kisiangani, Emmanuel. 2009. « Conflict in the Democratic Republic of the Congo: Political and Profit Interests ». Dans *Conflict Trends* (The African Centre for the Constructive Resolution of Disputes - ACCORD) 12 (2) : 38-44.
- Mining Watch Canada. 2009. *Mining in the Democratic Republic of the Congo*. En ligne. <http://www.miningwatch.ca/en/mining-democratic-republic-congo> (page consultée le 6 avril 2010).
- Nations Unies. 2001. *Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of the Democratic Republic of the Congo*. En ligne. <http://www.un.org/News/dh/latest/drcongo.htm> (page consultée le 6 avril 2010).
- _____. 2010. *MONUC Mandate*. En ligne. <http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/monuc/mandate.shtml> (page consultée le 6 avril 2010).
- Nations Unies. Conseil de sécurité. 2003. *S/2003/1027*. En ligne. <http://www.miningwatch.ca/sites/miningwatch.ca/files/updir/N0356736.pdf> (page consultée le 7 avril 2010).
- _____. 2008. *Résolution 1856*. En ligne. http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1856%282008%29&referer=http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/monuc/mandate.shtml&Lang=F (page consultée le 6 avril 2010).
- Nations Unies. Programme pour l'environnement (PNUE). 2009. *From Conflict to Peacebuilding. The Role of Natural Resources and the Environment*. En ligne. http://www.unep.org/pdf/pcdmb_policy_01.pdf (page consultée le 6 avril 2010).
- Radio France Internationale (RFI). 2006. Carte de la RDC. En ligne. http://www.rfi.fr/sciencefr/images/092/carte_rdc_provinces2006_432.jpg (page consultée le 6 avril 2010).
- Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix (ROP). 2010. *MONUC*. En ligne. <http://www.operationspaix.net/MONUC> (page consultée le 6 avril 2010).
- Tull, Denis M. 2009. « Peacekeeping in the Democratic Republic of Congo: Waging Peace and Fighting War ». Dans *International Peacekeeping* 16 (2) : 215-30.

ANNEXES

Figure 1: Carte de la République démocratique du Congo



(RFI 2006)